

**RENCONTRE DU COLLECTIF PLU AULNAY
AVEC LA MUNICIPALITE 29/06/2010**



Suite à la manifestation du 5 juin, un rendez-vous avait été pris pour le 25 juin, finalement reporté au 29 juin. La délégation de 15 personnes est reçue dans la salle du conseil municipal par le maire Mr Segura et ses adjoints, Mme Benhamou, Mr Hernandez, Mr Defait et Mr Challier entourés des responsables des services. Le collectif avait fait parvenir un courrier avec des propositions d'ordre du jour.

L'ordre du jour suivant est accepté.

1) Le calendrier vers la révision du PLU:

Nous contestons l'« épisode Agenda 21 » prévu à la rentrée sans que les acteurs soient impliqués à ce jour. Dans le cadre de la révision du PLU il faudra revoir les objectifs du PADD (Plan d'Aménagement et de développement durable) ce qui pour nous est le débat essentiel et urgent, avec en particulier la question du logement et du projet de ville. La révision a aussi l'avantage de permettre de surseoir, pendant sa durée, aux demandes de permis non-souhaitables.

Mr le Maire indique qu'il faut marier le débat sur l'agenda 21 et la future révision tout en sériant les étapes. La mairie envisage maintenant une durée de 18 mois pour la révision du PLU au lieu de 30 mois auparavant.

Le maire après la délibération de septembre 2010 sur la modification du PLU en cours, le « débat » sur l'agenda 21 à l'automne prévoit donc la révision du PLU début 2011 avec l'objectif de boucler pour l'été 2012.

Nous rappelons nos demandes de débat sur le logement sans délai afin d'analyser les besoins quantitatifs annuels ce qui est préalable pour envisager l'évolution de la ville. La question de la mise en place d'un PLH (Programme Local de l'Habitat) est aussi posée.

2) Un point sur les contentieux:

Nous souhaitons les résorber afin d'avoir des débats apaisés : nos associations sont déjà au tribunal administratif par rapport à la modification du PLU de septembre 2009.

Mr le maire ne craint pas les contentieux : il reporte à la future révision le débat sur le retour du COS par exemple (en ignorant les autres modifications importantes tant en zone UG que UD).

Sur Arc en Ciel nos demandes de négocier « quelques logements » en moins sont qualifiées de ridicules.

Nous constatons un durcissement des positions passées qui nous inquiète sur les décisions à venir.

3) Modification du PLU en cours :

Le maire prévoit un vote pour septembre et n'envisage pas de changement de position sauf élément nouveau.

Le collectif insiste sur le refus de la population du quartier mairie de subir un projet important à la petite semaine, dopé par les modifications successives du PLU en 2008 et 2009. Le PLU doit être révisé et le projet peut donc attendre cette révision. Ailleurs, les secteurs d'études permettent de surseoir aux projets.

Nous nous opposerons par tous les moyens au vote éventuel du conseil municipal sur ce point (changement de zonage) et s'il le faut juridiquement ensuite.

4) Méthodes du débat public :

Nous nous référons aux débats qui ont été organisés par la CNDP (Commission Nationale du Débat Public) sur le CDG-Express par exemple. Nous proposons par exemple des cahiers d'acteurs publiables dans le journal municipal et sur le site ad hoc de la mairie.

Ce point semble retenu par le maire.

En fin de réunion nous exprimons l'espoir d'une réunion des acteurs à la rentrée pour la mise en place du débat. Le maire semble approuver.

Tout ceci est à concrétiser : nous ferons d'autres propositions, sur l'information en particulier.

L'ADELS vient de publier un ouvrage qui pourrait nous aider :

« Concertation citoyenne en urbanisme »

Conclusion :

Le maire qui évoque le fond du débat sur les besoins de logements, le nombre de demandes en augmentation nous interpelle en nous demandant où construire ?

Nous rappelons qu'il faut parfaire le diagnostic, évaluer les besoins en logements et envisager l'évolution des règlements d'urbanisme sans tabou de notre part. Aulnay Environnement a réuni récemment une A.G. extraordinaire pour faire des propositions. Elles doivent faciliter les confrontations nécessaires et nous souhaitons d'autres contributions..

Nos associations souhaitent être dans la proposition et pas seulement dans l'opposition.

C'est pour cela qu'elles insistent sur le débat public avec garanties citoyennes, seul à même de légitimer l'évolution de la ville et pourquoi pas l'ambition d'un projet de ville.

Notre action collective est toujours nécessaire. Nous sommes un peu plus reconnus comme acteur mais nous voulons aussi surtout être écoutés. La lutte continue.